

Millerand (Paris 1859 - Versailles 1943)

Élu député de la Seine en 1885, il siège à l'extrême gauche. Il est réélu sans interruption jusqu'en 1919. Il fait signer les « décrets Millerand » qui réglementent et réduisent le temps de travail tout en garantissant un temps de repos hebdomadaire. Son entrée au gouvernement de Défense Républicaine de Pierre Waldeck-Rousseau en 1899, en pleine affaire Dreyfus, suscite la désapprobation de très nombreux socialistes, dont Jules Guesde et Rosa Luxemburg. Mais Jaurès, ainsi que le radical-socialiste Clemenceau, le soutiennent.

Il devient « patriote » à partir de 1914, et crée la Fédération des gauches puis la Ligue républicaine nationale. Sa carrière politique culmine en 1920, d'abord avec sa nomination comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, puis par son élection à la présidence de la République le 23 septembre, après la démission de Paul Deschanel dont il assure d'abord l'intérim à la tête du Gouvernement (du 21 au 23 septembre 1920).

Millerand s'engage dans la politique intérieure notamment dans son discours d'Évreux en 1923, dans lequel il témoigne son attachement à la majorité sortante. Le Cartel des gauches, qui gagne les élections législatives de 1924, le lui reproche et demande sa démission. Dans un premier temps, Millerand refuse car rien ne l'y oblige ; par provocation, il charge même un député de droite, ministre des Finances du gouvernement Poincaré, de former le nouveau gouvernement. La Chambre des députés lui refuse sa confiance.

La droite nationaliste propose à Millerand de faire un « coup d'État » mais il s'y refuse. Il présente alors sa démission. En avril 1925, il est élu sénateur de la Seine, jusqu'en janvier 1927, où il est battu par Pierre Laval. Il est sénateur de l'Orne d'octobre 1927 jusqu'à sa mort. Le 10 juillet 1940, âgé et affaibli, il ne prend pas part au vote entraînant l'investiture du maréchal Pétain à la présidence du Conseil. Il décède à Versailles, le 7 avril 1943.